Les litiges relatifs aux matières premières et au négoce dans l'arbitrage

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Le négoce, première catégorie

Les litiges liés au négoce constituent la plus grande catégorie des affaires du SIAC. En 2025, 346 des nouvelles affaires, soit 39 %, concernaient le négoce, suivies des litiges commerciaux avec 177 affaires, des litiges de droit des sociétés avec 90 et des litiges maritimes et de transport maritime avec 85. Les secteurs recensés vont des matières premières, de l'énergie, des mines et de l'agriculture à la banque, à l'insolvabilité et aux crypto-actifs.[1]

Ce profil reflète l'économie de la ville. Singapour est la première plaque tournante asiatique du négoce de pétrole, de métaux et de matières premières agricoles, comme le montre la partie G. Les sociétés de négoce achètent et vendent des cargaisons en vertu de contrats qui contiennent souvent des clauses d'arbitrage, tandis que les banques de la place financent ces cargaisons. Lorsque les prix chutent brutalement,

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

les acheteurs refusent la livraison, les vendeurs réclament des dommages-intérêts et les banques recherchent les marchandises qui garantissaient leurs prêts. Beaucoup de ces litiges finissent en arbitrage.

La tradition londonienne et les associations de contrats types

L'arbitrage en matière de matières premières a ses propres traditions. Pour les céréales, les oléagineux, le sucre, le café et le cacao, les contrats types des associations professionnelles londoniennes prévoient depuis longtemps un arbitrage selon leurs propres règlements. La Grain and Feed Trade Association (GAFTA), par exemple, intègre son règlement d'arbitrage dans tous ses contrats types et prévoit un système à deux degrés avec appel.[2] Les litiges relevant de ces contrats sont généralement portés à Londres, même lorsque les deux parties sont établies en Asie.

Singapour a donc abordé la concurrence pour les litiges sur matières premières sous un autre angle. Son offre vise les contrats sur mesure, les litiges entre maisons de négoce asiatiques et leurs fournisseurs, ainsi que les contrats dans lesquels des parties asiatiques veulent un siège dans leur propre fuseau horaire. Les contrats énergétiques, les livraisons de charbon et de minerai de fer et les contrats d'enlèvement (offtake) à long terme relèvent souvent de cette catégorie. La part élevée du droit singapourien dans les affaires du SIAC laisse penser que de nombreux négociants asiatiques choisissent le droit matériel de Singapour en même temps que le siège.

L'arbitrage maritime et la SCMA

Les litiges maritimes ont leur propre institution. La Singapore Chamber of Maritime Arbitration (SCMA) a été créée en novembre 2004 comme département du SIAC et est devenue une institution arbitrale indépendante en mai 2009. Elle se concentre sur les litiges maritimes et du commerce international. Son conseil est présidé par Chao Hick Tin, ancien vice-président de la Court of Appeal. La

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

quatrième édition de son règlement, en vigueur depuis le 1er janvier 2022, comprend une procédure accélérée avec des plafonds pour les honoraires des arbitres et les frais d'avocat remboursables.[3]

L'étape décisive a été l'intégration de Singapour dans les clauses types. La SCMA est l'une des options par défaut de règlement des litiges prévues par la Law and Arbitration Clause 2020 de BIMCO et par la NYPE Time Charter 2015.[4] Un armateur qui signe une charte-partie sur formulaire type peut donc choisir Singapour en cochant une case. Pour un port qui est aussi le premier centre de soutage au monde, sujet du chapitre G.III, ce lien entre transport maritime et règlement des litiges renforce le pôle maritime.

Un litige sur le charbon en guise d'illustration

Coal & Oil Co LLC v GHCL Ltd illustre le type de litige qui arrive à Singapour. Par un contrat du 26 avril 2007, un fournisseur immatriculé à Dubaï s'était engagé à livrer entre 180 000 et 190 000 tonnes métriques de charbon à un acheteur indien en trois à quatre expéditions. Un avenant du 17 mars 2008 a augmenté de 18,50 dollars US par tonne le prix de la troisième expédition, portant sur 70 000 tonnes. Après avoir payé, l'acheteur a réclamé la restitution de la différence, faisant valoir que l'avenant avait été obtenu par la contrainte. Le contrat prévoyait un arbitrage à Singapour, où le SIAC a nommé un arbitre unique selon son règlement de 2007. Le tribunal arbitral a jugé l'avenant vicié par la contrainte (duress) et a alloué à l'acheteur 1 295 888 dollars US avec intérêts.[5]

L'affaire contient les éléments typiques. Les parties venaient de juridictions différentes et le prix de la marchandise a été renégocié en cours de contrat. Le vendeur, ayant perdu sur l'ajustement de prix, a tenté de faire annuler la sentence pour des motifs de procédure. Le refus de la High Court a montré aux négociants étrangers qu'une sentence singapourienne tiendrait.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Mesures provisoires, avoirs et sanctions

Les litiges sur matières premières dépendent souvent de la rapidité des mesures provisoires. Une cargaison peut être vendue, un navire peut quitter le port et un compte bancaire peut être vidé en quelques jours. L'arbitre d'urgence, l'ordonnance conservatoire préliminaire et le pouvoir de la High Court d'accorder des mesures provisoires à l'appui d'arbitrages ayant leur siège n'importe où offrent aux créanciers plusieurs voies pour conserver des avoirs à Singapour. Lorsqu'une contrepartie a escroqué ses banques, comme lors des faillites de 2020 examinées au chapitre H.II, l'arbitrage n'est qu'une procédure parmi d'autres, à côté de l'insolvabilité, des poursuites pénales et des actions en justice.

Les sanctions ajoutent une couche supplémentaire. Un contrat avec une partie sanctionnée soulève des questions quant à l'administration de l'affaire, au paiement des frais et à l'exécution de la sentence. Des parties russes ont continué à apparaître dans des affaires du SIAC en 2025, tant comme demanderesses que comme défenderesses.[6] Le cadre juridique des sanctions et du contrôle des exportations fait l'objet du chapitre H.IV.

Notes

1. SIAC, *Annual Report 2025*, Statistics 2025, « Categories of Disputes in 2025 » : Trade 346 (39 %), Commercial 177 (20 %), Others 106 (12 %), Corporate 90 (10 %), Maritime/Shipping 85 (10 %), Construction 82 (9 %) ; liste des « Sectors » comprenant notamment les matières premières, l'agriculture, la banque et les services financiers ainsi que la blockchain et les cryptomonnaies. ↩
2. GAFTA, « Arbitration » (gafta.com, consulté en novembre 2026) : règles « incorporated in all Gafta standard forms of contracts » ; « a two-stage arbitration system » ; Rules No. 125 et No. 126 en vigueur depuis le 1er juillet 2026. ↩
3. Singapore Chamber of Maritime Arbitration, « About us » (scma.org.sg, consulté en novembre 2026) ; SCMA, page d'accueil (scma.org.sg, consulté en novembre 2026) : 4th Edition Rules « Effective 1 January 2022 » ; Expedited

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Procedure (Rule 44) avec plafonnement des honoraires ; « one of the default options for dispute resolution under BIMCO's Law and Arbitration Clause 2020 » ; également la NYPE Time Charter 2015. ↩

4. SCMA, page d'accueil (note ci-dessus), sur la Law and Arbitration Clause 2020 de BIMCO et la NYPE Time Charter 2015. ↩
5. *Coal & Oil v GHCL* (note ci-dessus) : contrat du 26 avril 2007 portant sur 180 000 à 190 000 tonnes métriques de charbon en trois à quatre expéditions ; demanderesse « a company registered in Dubai, United Arab Emirates » ; avenant du 17 mars 2008 (hausse de prix de 18,50 dollars US par tonne métrique pour la troisième expédition de 70 000 tonnes métriques) ; demande du 18 mai 2008 portant sur 1 295 888 dollars US ; SIAC Rules 2007, arbitre unique ; sentence en faveur de GHCL, demande d'annulation rejetée. ↩
6. SIAC, *Annual Report 2025*, Statistics 2025, « Geographical Origin of Parties » : Russie, 5 demandeurs et 4 défendeurs (plus des filiales de sociétés mères russes). ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.